

La convergence des ressentis fait-elle démocratie ?

Politique

Par Alain Faure

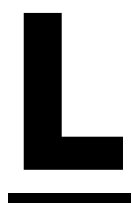
Publié le 19 octobre 2026

Directeur de recherche CNRS, Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes, auteur de "Les émotions fortes en politique. Essai sur les hypermédiateurs des territoires"

Martin Vanier

Géographe, professeur à l'université Paris-Est Créteil, consultant Coopérative Acadie, il vient de faire paraître "En finir avec les idées fausses sur l'aménagement du territoire", éditions de l'atelier, 2026.

Une « émotion » est un terme ancien pour désigner une agitation populaire. Les manifestations récentes semblent retrouver ce sens ancien en réunissant des revendications disparates, dont le point commun semble renvoyer à une volonté d'expression individuelle plutôt que de construction collective.



La France est en feu. Les manifestations se succèdent, les colères s'additionnent, les indignations rivalisent d'intensité. Chacun a ses raisons de protester, ses

bles blessures à raconter, ses responsables à désigner. Les élites sont conspuées, les institutions suspectées, les gouvernants sommés de rendre des comptes. Mot d'ordre préféré des lycéens de Rennes le mardi 13 octobre : « A bas l'État, les flics et les patrons ». Cette effervescence rappelle étrangement le mouvement des Gilets jaunes. Les manifestants défendaient bien sûr des intérêts, des valeurs et des convictions. Mais ils entraient aussi dans l'arène avec leurs tripes, leurs fragilités, leurs humiliations, leurs blessures intimes. Leur histoire personnelle faisait office de grille de lecture du monde. Les souffrances devenaient des arguments, presque des propositions. L'intensité de l'indignation tenait lieu de démonstration. Quant aux médiateurs politiques traditionnels, ils étaient au mieux suiveurs, au pire aphones.

Une formule un peu provocatrice avait alors été suggérée : la « citoyenneté du nombril ». Elle semble aujourd'hui caractériser une bonne partie de notre vie politique, et pas seulement du côté des manifestants. Toutes les catégories sociales, favorisées comprises, excellent dans l'art de défendre leurs acquis à coups de plaidoyers intimistes. L'historien américain Christopher Lasch dès 1979 (*The Culture of Narcissism*, édité en France sous le titre *Le complexe de Narcisse*, Laffont, 1981), puis le psychologue Ruben Rabinovitch ou encore le politologue Jérôme Fourquet décrivent un « narcissisme de masse » (*Homo occidentalis. Que sommes-nous devenus ?*, Seuil, 2026) où chacun aspire à construire son identité et à s'affranchir des appartenances héritées, quitte à fragiliser les liens collectifs.

Le phénomène rejoint les analyses de Christian Le Bart sur le « métier d'individu » et l'égo-politique (*L'égo-politique. Essai sur l'individualisation du champ politique*, Armand Colin, 2013). L'affirmation de soi s'impose comme une exigence sociale. On revendique sa singularité, on expose ses ressentis, on appréhende les enjeux collectifs à travers le prisme de sa propre trajectoire. Les élus ne sont d'ailleurs pas les derniers à pratiquer cet exercice. Eux aussi font de la politique à la

première personne, avec leurs convictions viscérales, leurs indignations et leurs enthousiasmes.

Dans des recherches récentes sur les émotions fortes des élus locaux dans quatre pays, les témoignages anonymisés ont permis de souligner le poids de leurs traumatismes enfantins, des injustices enfouies, de moments d'exaltation et de blessures narcissiques (Alain Faure, *Les émotions fortes en politique*, PUG, 2025). L'engagement politique possède une géographie intime qui façonne les manières de croire, de militer et de gouverner. Les fêlures enfantines, les enthousiasmes électifs et les vertiges du pouvoir ne sont pas des accidents de parcours. Ils sont au cœur du métier politique.

C'est ici que les manifestations actuelles soulèvent une énigme redoutable car les colères convergent sur la dénonciation des puissants. Le rejet des élites, qui fait office de langage commun, devient un signe de reconnaissance. Mais ces colères ne viennent pas de nulle part. Elles prennent corps dans des lieux, des conditions de vie et des expériences territoriales très différentes. Entre les périphéries, les métropoles et les campagnes, les mêmes indignations ne recouvrent ni les mêmes dépendances ni les mêmes attentes. Cette communion émotionnelle reste singulièrement impuissante à dire les compromis à construire, les priorités à hiérarchiser et les renoncements collectifs à adopter face à la crise climatique. Partager une colère, ce n'est pas nécessairement partager une vision du monde. Détester les mêmes dirigeants ne dit presque rien sur ce qu'il faudrait faire à leur place. La convergence des ressentis n'est pas celle des projets. Et le volume sonore d'une protestation ne garantit pas la profondeur de son horizon politique.

Le problème est d'autant plus aigu que les médiateurs traditionnels semblent avoir perdu la main. Les partis courent derrière les colères, les syndicats peinent à fédérer les aspirations, les responsables politiques rivalisent d'empathie compassionnelle, surtout lorsque c'est la jeunesse qui entre en

mouvement. Quant aux réseaux sociaux, ils excellent à transformer les blessures en indignations virales. Chacun se proclame porte-parole du peuple. Mais le peuple ainsi invoqué ressemble surtout à un miroir tendu à celui qui parle. Plus question de manifester sans son smartphone à la main pour être soi-même un des multiples éditeurs de la société du spectacle, y compris et de préférence le spectacle de la manifestation qui dégénère.

Il y a là une étrange démission du politique. À force de vouloir entendre toutes les souffrances, on finit par considérer que chacune vaut programme. À force de célébrer la parole libérée, on oublie que la démocratie ne consiste pas à additionner les subjectivités jusqu'à faire surgir miraculeusement l'intérêt général. À force de tout miser sur le choc des images et le poids des mots, chacun les siens sur son carton, l'essentiel étant d'en avoir le relais sur le web, on résume l'élaboration d'une revendication à un tourbillon vide de sens. Le ressenti mérite toute notre attention mais il n'est pas pour autant une vérité politique indiscutable ni la seule boussole de l'action publique.

La démocratie suppose un travail patient de traduction et d'incarnation. Les médiateurs politiques sont précisément ceux qui parviennent à transformer des expériences particulières en causes collectives, à confronter des intérêts contradictoires, à formuler des représentations d'un futur partagé, à construire des alternatives. Il leur faut inventer des compromis, assumer des contradictions, mettre en récit des référentiels partagés. Et faire dialoguer des territoires qui se côtoient, se disputent les ressources, mais dépendent aussi les uns des autres. Ce métier-là ne se réduit ni à l'empathie ni à la communication. Il demande du courage, de l'imagination et une certaine capacité à déplaire. On ne répare pas le monde en donnant raison à tout le monde.

On en trouve mille exemples, au ras du sol, dans le laboratoire de la décentralisation. Les enquêtes sur les élus locaux permettent de qualifier chez ces derniers la fonction d'

« hypermédiateur », au sens où ils sont sommés d'endosser simultanément les trois rôles d'urgentistes du lien social, de boucs émissaires et de pasteurs. Des urgentistes qui accueillent les détresses et tentent de soulager les fractures du quotidien. Des boucs émissaires qui encaissent des colères bien au-delà de leurs compétences et de leurs moyens. Des pasteurs qui entretiennent les attachements, célèbrent les appartenances et racontent la possibilité d'un destin partagé.

Mais les territoires ne sont pas des îles, et leurs élus ne peuvent pas se contenter de défendre leur pré carré. Les problèmes de logement, de mobilité, d'eau ou de transition écologique obligent à négocier au-delà des frontières administratives. C'est tout l'enjeu d'une médiation interterritoriale : faire reconnaître les interdépendances, inventer des solidarités et donner un sens politique à ce qui relie des lieux parfois convaincus de n'avoir rien en commun.

Ces médiations ne relèvent pas seulement d'une compétence gestionnaire. Elles mobilisent l'écoute, l'empathie et la communion, mais aussi la capacité à faire travailler ensemble des acteurs qui ne partagent ni les mêmes intérêts ni les mêmes horizons. Cette démocratie sensible ne prémunit pas contre les ivresses de l'incarnation, les tentations autoritaires ou les vertiges de la toute-puissance. Mais l'expérience des collectivités locales rappelle une vérité que la politique nationale semble parfois avoir oubliée : gouverner ne consiste pas seulement à décider, c'est aussi écouter, relier, traduire et, parfois, savoir pleurer ensemble.

Dans la vague actuelle des colères, ce sont précisément ces capacités de médiation qui font défaut. Nous avons certes beaucoup de porte-voix, d'alerteurs de souffrances et de procureurs de l'impuissance publique. Nous avons en revanche beaucoup moins de personnalités capables d'entendre les passions sans s'y soumettre, de redonner aux corps intermédiaires leur place et de rendre désirables les compromis les plus difficiles. La grandeur du politique tient à cette capacité

de prendre appui sur l'énergie des colères pour réparer le monde concrètement, pas à pas, avec enthousiasme. Le problème n'est pas que les citoyens éprouvent trop d'émotions. C'est que la politique peine à transformer les indignations disparates en perspectives collectives et en politiques publiques de solidarité.

À force de célébrer les insoumissions et de disqualifier les institutions, le risque est grand de confondre l'effervescence démocratique avec son accomplissement. La convergence des ressentis ne fera démocratie que si nous parvenons à donner toute leur place à des médiatrices et des médiateurs capables de relier les individus, les groupes et les territoires, de mettre en récit leurs interdépendances et de donner corps à des compromis partagés.